

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Woolliams:** Le ministre a-t-il l'intention d'entrer en contact avec le premier ministre, en vue d'entamer des pourparlers à propos de la demande de ces citoyens qui voudraient relever de la juridiction provinciale?

[Français]

**L'hon. M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une question hypothétique qui ne se pose pas à l'heure actuelle.

## PÊCHES ET FORÊTS

L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS  
CONTENUES DANS LE 12<sup>e</sup> RAPPORT  
DU COMITÉ PERMANENT

[Traduction]

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice pourrait-il dire si son ministère a pris des mesures après que les conseillers juridiques de la Couronne eurent examiné les témoignages, conformément aux recommandations du 12<sup>e</sup> rapport du comité permanent des pêches et des forêts?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit dans une réponse antérieure, après avoir pris connaissance de la recommandation du comité, j'ai demandé aux fonctionnaires du ministère et à la Gendarmerie royale du Canada d'enquêter sur les faits ou allégations mentionnés dans le rapport. Sauf erreur, l'enquête n'est pas terminée et, dès qu'elle le sera, j'en communiquerai volontiers les résultats au député.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AIDE À DES CITOYENS CANADIENS  
AUX ÉTATS-UNIS

**M. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai demandé jeudi dernier au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ce qu'il en était des instructions suivant lesquelles des agents consulaires canadiens auraient refusé d'aider des citoyens canadiens se trouvant aux États-Unis et qui étaient aux prises avec la loi américaine sur la conscription.

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, les agents consulaires canadiens aux États-Unis conseillent normalement les citoyens canadiens qui ont recours à leur service à propos de questions de ce genre en leur indiquant le marche à suivre pour traiter les problèmes

[M. Woolliams.]

relatifs au service militaire. Je pense que la nouvelle dont il a fait état et qu'on a déjà portée à ma connaissance, est entièrement fausse.

## LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA POLLUTION DE L'AIR PAR LES AVIONS  
À RÉACTION

**M. G. W. Aiken (Parry Sound-Muskoka):** Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre des Transports une question analogue à celle qu'a adressée en son absence le député de Grey-Simcoe. Le gouvernement prépare-t-il des règlements pour obliger les avions à réaction qui utilisent les aéroports canadiens à être dotés désormais de moteurs à combustion complète, conformément aux directives émisées dans d'autres pays?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je me trouvais hier à Washington pour m'entretenir de ce sujet avec le secrétaire Volpe. Nous avons établi les décisions prises par les autorités américaines, car il faut une certaine uniformité de part et d'autre de la frontière. Nous allons donc imposer le même genre de règlements, bien que j'ignore s'il y a compatibilité parfaite entre l'obligation et la retenue volontaire. Quoiqu'il en soit, nous aurons des ententes avec les lignes aériennes au sujet des mesures adoptées aux États-Unis. La décision ne vise pas le carburant utilisé mais des adaptateurs dont seront dotés les moteurs des avions à réaction, et qui produiront les mêmes résultats.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

NIGÉRIA—L'ENVOI DE MÉDECINS  
ET D'INFIRMIÈRES

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Voudrait-il nous dire si le gouvernement a eu l'occasion d'examiner la suggestion que j'ai faite la semaine dernière lorsque j'ai demandé si le gouvernement nigérian avait besoin de volontaires canadiens, plus précisément des médecins et des infirmières, et s'il était prêt à les accueillir?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur, je pense que c'est là un des besoins du Nigéria. La Croix-Rouge canadienne nous fera rapport sur cette question au retour du général Wrinch. Je crois également savoir qu'il y aurait, pour les volontaires, une possibilité d'obtenir la permission d'entrer au Nigéria. Beaucoup d'entre eux sont sur place et je suppose qu'on a recours à eux dans les circonstances actuelles.